

bien compte maintenant du danger d'une attaque nucléaire, aucune mesure concrète n'a encore été prise pour la protéger. Rien ne sert de s'enfouir la tête dans le sable comme l'autruche. La seule façon d'obtenir des résultats satisfaisants, c'est d'enrôler les citoyens dans un organisme de défense nationale. Comme on le ferait en temps de guerre. C'est maintenant qu'il faut agir, maintenant que nous avons des gens condamnés à l'oisiveté; il faudrait enrôler ceux qui n'ont pas d'emploi dans l'industrie, comme nous enrôlons les soldats en temps de guerre. Il est inutile de prétendre que notre défense passive mène à quelque chose. On peut vraiment affirmer que nous ne serons pas prêts quand la guerre viendra si nous procédons au même rythme que depuis 1955, au moment où on a dit aux Canadiens qu'il était temps d'agir. Ce sera trop tard. C'est maintenant que nous devons préparer la défense passive.

Le *Saturday Night* de Toronto, du 10 juin 1961, avait un article du général F. F. Worthington, anciennement coordonnateur de la défense passive, qui comparait le programme russe avec le programme canadien. Voici un passage de l'article:

En Russie, la population est entraînée et organisée.

En URSS, l'entraînement à la défense passive est obligatoire pour tous les hommes de 16 à 60 ans et pour toutes les femmes de 18 à 50 ans, qui ne sont pas dans l'armée ou qui n'en sont pas exemptés pour des raisons d'ordre médical. Le gouvernement fournit, équipe et entretient les abris contre les bombes et les abris contre les retombées.

L'élément essentiel de l'organisation soviétique est le «groupe d'auto-défense» dans les régions densément peuplées et «l'équipe unitaire» dans les régions peu peuplées.

En temps de paix, les fonctions des deux groupes, définies par le manuel de la défense passive de l'Union soviétique, à l'article intitulé «défense contre les agents de destruction massive», sont de demeurer constamment prêts à faire face à une attaque et à travailler de concert avec les autorités régulières dans des services comme, par exemple, celui de la prévention des incendies.

En cas d'attaque, ils donnent les premiers soins aux blessés (et des soins vétérinaires aux animaux), organisent l'évacuation des secteurs ravagés et travaillent en général à faire disparaître les effets qui découlent de l'attaque.

Les groupes de défense sont formés d'un chef, de son adjoint pour les affaires politiques, d'un directeur de l'équipement, d'un préposé aux communications et d'équipes chargées de la lutte contre les incendies, de la neutralisation des produits chimiques, des sauvetages d'urgence, des soins médicaux (deux), des abris, du maintien de l'ordre et de la médecine vétérinaire (dans les collectivités rurales). Chaque équipe est formée d'un commandant, de quatre à sept membres et d'une réserve de deux hommes.

Au Canada: La survivance est laissée au soin de l'individu.

La survivance en cas de guerre nucléaire est pour une bonne part laissée à l'initiative personnelle. Le gouvernement ne fournit pour aider le citoyen ni abris anti-bombes, ni abris contre les retombées, ni approvisionnement, ni service, à part les services nationaux indispensables. Les Canadiens

peuvent, s'ils le désirent, construire leurs propres abris contre les retombées radio-actives, d'après un plan approuvé par le gouvernement. Ils peuvent encore choisir de n'en rien faire; personne n'est tenu de prendre des précautions en vue d'une guerre nucléaire. Ceux qui décident de prendre les mesures qu'ils peuvent pour se protéger entreprennent une tâche difficile.

Dans «Onze mesures de survivance», publication n° 4 de la série des «plans de survivance», de l'Organisation des mesures d'urgence, on dit bien clairement que, pour être efficaces, ils doivent connaître les effets des explosions nucléaires, les faits concernant les retombées et les signaux d'alerte (et avoir une radio à batterie); avoir un abri et des approvisionnements d'urgence pour 14 jours (100 articles), savoir comment (et quand) combattre les incendies, savoir donner les premiers soins, connaître les soins d'urgence de propreté, savoir comment se défaire des poussières radio-actives, connaître les plans d'urgence de la municipalité et, enfin, avoir leur propre plan pour leur propre famille.

A tous ces égards, le gouvernement et les organismes appuyés par l'État ne fournissent que les renseignements fondamentaux. Dans bien des cas, particulièrement dans ceux des plans d'urgence des municipalités, les renseignements ne sont même pas encore disponibles.

Comme je viens de le dire, en Russie, les gens sont préparés et l'organisation est faite. Au Canada, la survivance est laissée aux soins de chacun. Il ne suffit pas que le gouvernement donne de bons conseils. Il doit sauver les gens malgré eux. Nous ne pouvons permettre à notre nation de commettre le suicide. Nous devons sauver les Canadiens. Il est stupide de maintenir une armée simplement pour qu'elle ramasse les débris après la chute de la bombe. Les premiers soins sont importants, mais il est plus logique d'éviter les pertes et d'amoindrir de cette façon les effets de la bombe. Je le répète, on ne saurait, à mon sens, trop insister sur le besoin qu'il y a de bien organiser notre défense passive. En outre, si nous avions l'organisation de la défense passive qu'il nous faudrait, le chômage ne ferait pas des siennes dans notre pays. Nous pourrions embaucher tous ceux qui désirent travailler, ce qui nous ferait connaître la prospérité en temps de paix et nous garantirait, dans une certaine mesure, la protection en temps de guerre. Ne nous leurrions pas. Nous n'achèterions pas d'assurances s'il n'y avait pas d'agents d'assurance, dûment rémunérés. Nous n'aurons pas le service de la défense passive qu'il nous faudrait tant que nous ne serons pas disposés à l'organiser à la manière d'une entreprise commerciale. Nous savons que la menace de la guerre plane sur toute la terre de nos jours et, si nous ne faisons pas montre de prudence, nous pourrions bien être pris au dépourvu.

Je constate avec regret que l'examen de ce très important crédit ne suscite pas tellement d'intérêt. Je sais que le gouvernement a mis la population en face des dangers possibles, qu'il lui a dit quoi faire, mais j'estime que